



Lettre n°49 du 1er juin 2018

Au sommaire :

- **La détermination des cheminots, le mécontentement, bousculent la politique des appareils** - *Isabelle Ufferte*
- **Super-impérialisme de Trump, monde multipolaire ? Le désordre du capitalisme financier mondialisé et la lutte pour le socialisme** - *Daniel Minvielle*

La détermination des cheminots, le mécontentement, bousculent la politique des appareils

Malgré l'absence de perspectives données par les confédérations dont certaines cherchent ouvertement depuis des semaines la « sortie du conflit », malgré aussi la désinformation, les pressions et calomnies, la grève des cheminots ne cède pas et entretient à travers elle un mouvement de contestation bien vivant.

Le mécontentement du monde du travail, la détermination des cheminots, la capacité d'organisation et d'initiatives des grévistes à la base, font qu'après deux mois de grève, aucune organisation syndicale n'a osé décrocher. Et Pépy peut affirmer qu'il n'est « *pas imaginable* » que la grève à la SNCF se poursuive cet été puisque « *l'Unsa et la CFDT, qui ont pris conscience des avancées de cette réforme, ont dit chacune réfléchir aux conditions dans lesquelles elles pourraient sortir du conflit* », le mouvement est profond. Il a transformé la situation. Dans les entreprises, les syndicats, les quartiers, les familles, la question sociale et politique s'est invitée partout et parmi les militants de la mobilisation se discutent quelles perspectives, comment faire face au plan de bataille du gouvernement et du parlement, serviteurs zélés du patronat et de la finance.

La répression dont sont victimes les jeunes, les migrants, ceux qui les soutiennent et plus largement la politique du gouvernement nourrissent au quotidien le mécontentement. Telles les provocations de Collomb intimant aux manifestants l'ordre de faire le ménage dans leurs rangs « *si on veut garder le droit de manifester* », justifiant les gardes à vue de lycéens « *quand on est un jeune mineur, on ne va pas nécessairement occuper son lycée, ni aller dans les manifestations qui peuvent dégénérer* » et accusant les migrants de faire du « benchmarking » (mot utilisé pour des techniques comparatives de marketing et de management !) le jour où il fait détruire à Paris, pour la

énième fois, un camp de plus de 1500 migrants éligibles à l'asile... pour peu que leur dossier soit examiné !

Les révoltes, les mécontentements se rejoignent, s'alimentent et deviennent l'affaire de tous en permettant une prise de conscience des rapports de forces, des rapports politiques. Les cheminots sont aujourd'hui le seul secteur en grève mais leur combat fait écho dans une fraction du monde du travail et de la jeunesse étudiante et lycéenne. Mardi, les cheminots manifestant devant le Sénat sont allés libérer des lycéens nassés par la police.

Bien plus que de la solidarité, c'est d'un combat commun qu'il s'agit.

Les appareils syndicaux dans le piège de Macron : les mauvais coups sans même le « dialogue »

Le gouvernement joue au poker menteur, dit tout et son contraire, provoque, fait annoncer la diminution des aides sociales par un ministre et démentir par un autre. Il fait donner sa police contre des lycéens au lycée Arago, embarqués et parqués la nuit entière dans des bus pour tenter d'intimider.

Il déroule son offensive au service des grands actionnaires et de la finance contre les travailleurs, les jeunes : de l'aggravation de la sélection sociale avec Parcoursup aux attaques contre le statut des cheminots, les coupes dans les budgets sociaux et les services publics, la remise en cause des retraites pour lesquelles il vient de lancer une « concertation »... jusqu'à la reprise d'une part de la dette de la SNCF par l'Etat, présentée comme une concession mais qui garantit en fait aux marchés financiers de continuer à pomper l'argent public (une dette qui représente une rente annuelle de plus d'un milliard d'euros).

Dans le même temps, E. Philippe « consulte » les dirigeants syndicaux, reçus à tour de rôle le 24 mai dernier. L'UNSA s'est réjouie, « *l'écoute a été réelle [...] la négociation paye* », de même que la CFDT dont le secrétaire général, Berger, a très discrètement été reçu par Macron.

La pression et la colère des cheminots ont jusqu'à aujourd'hui contraint l'ensemble de l'intersyndicale à rester dans la grève : le résultat massif du vote d'action par-delà la volonté des organisateurs, la perspective des élections professionnelles de décembre, et pour une part l'approche du congrès de la CFDT ont jusque-là freiné l'empressement à signer. Mais il est clair que les appareils n'ont d'autre horizon que le « dialogue » social et républicain.

A la CGT, Laurent Brun a affirmé « *on continue le conflit, le combat* », mais n'en a pas moins estimé qu'« *on a un gouvernement qui semble plus ouvert mais qui a toujours du mal à s'engager* », satisfait qu'à la demande de « *table ronde tripartite* » [syndicats, patronat, gouvernement], le gouvernement n'ait « *pas dit non, il a dit qu'il réfléchissait au sujet et nous donnerait une réponse très prochainement* »...

En attendant, la farce se joue au Sénat qui débat jusqu'au 5 juin du projet déjà voté par l'Assemblée. La CGT s'est félicitée d'« *une centaine d'amendements déposés par les sénateurs communistes et une cinquantaine par les sénateurs socialistes [...] une bataille parlementaire qui s'annonce pour faire le relais de la lutte* » (!). Seul SUD Rail a mis « *en garde ceux qui voudraient faire croire à des amendements miracles, bradant les revendications des cheminots en grève depuis le 3 avril* » appelant à « *ne pas se laisser abuser par la stratégie de fin de conflit orchestrée par le gouvernement, la direction et d'autres* ». Tout en se faisant le porte-parole de l'intersyndicale réunie le 29, annonçant que « *toujours mobilisés, tous les quatre ensemble* » CGT, CFDT, UNSA et SUD venaient de décider... d'écrire au Premier ministre « *sur les points à négocier* » et prévoient une nouvelle journée cheminote d'ampleur... « *autour de la mi-juin* » !

Un « calendrier » et des perspectives qui ne peuvent être ceux des grévistes qui, au quotidien, construisent et animent le mouvement, tissent des liens, réunissent des AG de lutte, des inter-gares, à contre-courant des bureaucraties et des confédérations syndicales.

Nouveau Front populaire, nouvelle union de la gauche, « nouvelles » impasses pour les travailleurs

La « marée populaire » du 26 mai avait bien des limites mais les nombreux manifestants dans tous le pays ont à nouveau exprimé l'écho large du mouvement, entraînant un public pour une part différent de celui des journées de mobilisation. Beaucoup étaient là indépendamment et malgré les préoccupations et calculs politiques d'une partie des organisateurs. Les révolutionnaires ont eu raison d'y être, même si nous pensons que le NPA aurait dû y appeler en toute indépendance et sans signer l'appel comme l'on fait nos camarades de Lutte ouvrière.

Le soir, Willy Pelletier déclarait au nom des signataires : « *nous avons l'espoir d'un autre monde, d'une société meilleure, plus égalitaire et plus solidaire [...] qui se dessine dans nos mobilisations, nos résistances et nos alternatives* ». Mais ces « alternatives » divergent.

Le 25, à une question de *Libé* « *La seule voie vers le pouvoir, c'est l'élection ?* », Mélenchon répondait sans détour : « *Je n'en vois pas d'autres : je suis fondamentalement républicain* ». A Marseille, le lendemain, il appelait les manifestants à construire un « *Front populaire [...] pour que l'on commence l'ère du partage, du renouveau, d'une autre société* ». Une référence au « Front » arrivé au pouvoir en 1936 regroupant derrière Blum la SFIO, le PCF et le parti radical, et pour lequel le 11 juin 36, quatre jours après la signature des accords Matignon par la CGT, Maurice Thorez appelait ceux qui refusaient de reprendre le travail à « *savoir terminer une grève* »... tandis que Blum assurait être « *parfaitement résolu à assurer l'ordre de la rue* ».

Le 26 mai, Mélenchon et Martinez se sont partagé les rôles et les lieux, l'un à Marseille, l'autre à Paris, chacun sur son créneau et son terrain. Mais le fond politique est le même : tous deux se situent dans le cadre institutionnel et entendent canaliser la colère et les luttes. Notre combat et nos perspectives sont tout autres, nous militons pour l'unité et l'indépendance de notre classe, pour son organisation par elle-même et son émancipation des appareils, même si nous sommes prêts à mener la lutte de classe sur tous les terrains, y compris en utilisant les institutions... pour mieux les combattre.

Alors tant mieux que la CGT, Solidaires ou la FSU n'aient pas craint de descendre dans la rue avec les partis politiques, les associations le 26 mai. Tant mieux si cela peut contribuer à faire tomber les préventions entre militants, cela participe du mouvement, peut aider à saper pour une part les prés-carrés et enrichir le débat sur les orientations, les perspectives pour aller plus loin en rompant avec les rivalités d'appareils ou les calculs politiques. Militants syndicaux ou militants politiques, il ne peut y avoir ni opposition ni ignorance : il n'y a pas de séparation entre lutte politique et lutte sociale pour les travailleurs, il s'agit d'une même lutte de classe, une même politique indépendante des institutions comme du dialogue social, indépendante de la gauche institutionnelle.

Au-delà de la solidarité, la grève des cheminots locomotive vers une lutte d'ensemble

La question se pose à tous les militants d'une politique pour la convergence et pour les cheminots eux-mêmes. Comment aider à prendre confiance, se sentir légitime non seulement pour se battre face au gouvernement, au patronat, mais pour prendre en main collectivement, démocratiquement le mouvement, la grève, malgré les appareils.

Il ne s'agit pas de faire des pronostics, mais après deux mois de grève -24 jours pour les cheminots qui se sont calés sur le calendrier de l'intersyndicale et bien davantage pour une minorité-, et quels que soient les prochai-

nes étapes, les rythmes, le mouvement est inscrit dans la durée. Des milliers de cheminots, postiers, lycéens, étudiants, militants syndicalistes ou non, se sont engagés dans bien plus qu'une grève ponctuelle. Les liens tissés, les aspirations partagées, débattues, les expériences militantes, les tournées de terrain, les AG et leurs enseignements auront des suites.

Un récent article du *Monde* prévoyait « *la rentrée de septembre sera agitée* ». A n'en pas douter l'été aussi, n'en déplaise à Pépy et même si personne ne peut dire de quelle manière. Avec ou sans grève, la maturation continue... et c'est notre rôle de militants révolutionnaires d'y aider.

Un parti pour la convergence des luttes et l'organisation des travailleurs eux-mêmes

Une fraction des travailleurs, des militants, cherche une autre voie que celle sans issue de la politique des confédérations syndicales. Cela se matérialise dans les manifestations : « cortège de tête » à Paris, « cortège mélangé » dans certaines villes, regroupent au coude à coude, par-delà les étiquettes et les drapeaux, de plus en plus d'équipes marquant leurs distances avec les appareils. Cela pose non seulement la question du nécessaire regroupement

des militants de la convergence, militants lutte de classe, mais celle des perspectives, la question politique.

Le mouvement pousse à la politisation de tous ceux qui le construisent : quelle attitude par rapport au 26 mai, aux partis, aux institutions, et pose la question du pouvoir. Quelle organisation sociale, quelle production, quelle utilisation des richesses de la société et qui en décide : ceux qui les produisent et sur qui repose l'ensemble du fonctionnement de la société ou les parasites vers qui ces richesses ruissellent ?

Bien des camarades avec qui nous militons et menons bataille sur des positions lutte de classe dans les syndicats, dans les AG, s'interrogent et-ou ont des préventions par rapport à la question du pouvoir.

Celle-ci est contenue dans le mouvement lui-même qui amène à contester le pouvoir économique et politique à l'oligarchie financière, ses institutions. Il nous est indispensable de mener ce débat.

La nécessité d'un parti révolutionnaire, démocratique des travailleurs est en germe dans la lutte elle-même, nous voulons convaincre ces camarades de le construire ensemble.

Isabelle Ufferte

Super-impérialisme de Trump, monde multipolaire ?

Le désordre du capitalisme financiarisé mondial et la lutte pour le socialisme

La valse-hésitation de Trump vis-à-vis de la Corée du Nord fait la une... En septembre 2017, alors que celle-ci multipliait ses essais balistiques et nucléaires, Trump déclarait à l'ONU : « *Les Etats-Unis ont beaucoup de force et de patience. Mais si on les pousse à se défendre ou à défendre leurs alliés, nous n'aurons pas d'autre choix que de détruire totalement la Corée du Nord* », promettant « *le feu et la fureur dans des proportions que ce monde n'a encore jamais connues* ». Puis, alors que s'ébauchait le rapprochement entre les deux Corées, il annonçait son intention de rencontrer Kim Jong Un avant de se rétracter, puis de revenir sur la rétractation... La menace devant l'ONU visait aussi l'Iran, préparant la sortie des USA de l'accord sur le nucléaire iranien, de nouvelles sanctions économiques. Sanctions contre le peuple iranien, offensive économique également contre les entreprises étrangères, surtout chinoises et européennes, qui doivent cesser de commercer avec l'Iran sous peine de ne plus pouvoir le faire avec les USA. A cette offensive s'ajoute la décision d'augmenter les droits de douanes pour une série de marchandises, confirmée ce mercredi 30 mai par le secrétaire d'Etat américain au commerce devant le Forum de l'OCDE : « *L'Union européenne est devenue la deuxième économie au monde, elle n'a pas besoin de concessions* ». A bon entendre, Trump poursuit son programme, « *America First* ! ».

Au-delà de la propagande, des jeux politiques des uns et des autres, des surenchères ou volte-face diplomatiques, il nous faut tenter de décrypter les rapports de forces, les logiques qui s'écrivent et conditionnent l'avenir de la planète. Trotsky écrivait dans *Le marxisme et notre temps* : « *Il est absolument impossible de chercher les causes des phénomènes de la société capitaliste dans la conscience subjective, dans les intentions ou les plans de ses membres. Les phénomènes objectifs du capitalisme ont été constatés avant que la science ne se soit appliquée à les étudier sérieusement. Jusqu'à ce jour, la grande majorité des hommes ne connaissent rien des lois qui régissent la société capitaliste. La grande force de la méthode de Marx fut d'aborder les phénomènes économiques, non du point de vue subjectif de certaines personnes, mais du point de vue objectif du développement de la société prise en bloc, exactement comme un naturaliste aborde une ruche ou une fourmilière* ». C'est avec cette méthode qu'il nous faut aborder les confusions engendrées par l'agitation désordonnée de Trump, la réfraction du désordre mondial au niveau du chef d'Etat de la première puissance mondiale. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'ensemble des protagonistes aurait intérêt à trouver une issue à une situation de tensions militaires entre les deux Corées, héritage absurde de la guerre froide. C'est ce que souhaitent

manifestement les populations mais aussi les dirigeants tant nord-coréens que sud-coréens. C'est aussi l'intérêt de la Chine. Trump, tout en cherchant à se démarquer d'Obama, poursuit à sa façon la même politique que lui, ou plus précisément la politique de défense des intérêts des multinationales américaines, de Wall Street, qui auraient tout aussi intérêt à achever la liquidation des séquelles de la guerre froide et des guerres coloniales, la transformation du monde en un vaste marché livré à la libre concurrence et soumis à leur domination. Ce qu'Obama se proposait de faire et dont il a été incapable.

Comme il serait aussi de leur intérêt de régler le conflit palestinien pour tenter de stabiliser le Moyen-Orient. Mais le seul règlement que Trump imagine aujourd'hui avec Israël est celui de l'écrasement du peuple palestinien... Comme il serait aussi de leur intérêt de négocier avec l'Iran, ou qu'il est de leur intérêt de trouver une issue à la guerre en Syrie en négociant avec les Russes et... Assad, négociation dans laquelle s'est engagé Macron lors de sa rencontre avec Poutine.

C'est ce que prétend d'ailleurs Macron donnant des conseils à Trump, l'affirmation de l'hégémonie américaine ne passe pas nécessairement par la guerre. Le 9 mai, à Aix-la-Chapelle, il déclarait : « *Nous sommes à un moment historique pour l'Europe [qui] est chargée de garantir cet ordre multilatéral que nous avons créé à la fin de la seconde guerre mondiale et qui est parfois aujourd'hui bousculé* ». Ce qu'il a redit ces derniers jours lors de la réunion de l'OCDE. Sauf que ce monde de l'après-guerre a vécu, il était d'ailleurs pour l'essentiel la continuation de la deuxième guerre mondiale. Il n'a pas accouché loin sans faut d'un monde de progrès, de paix et de démocratie !

Kautsky, un dirigeant de la social-démocratie allemande qui soutint après la première guerre mondiale, contre Lénine, la fondation de la SDN (Société des Nations) à l'initiative du président américain Wilson, imaginait ainsi l'évolution de l'impérialisme : « *La politique impérialiste actuelle ne peut-elle pas être supplantée par une politique nouvelle, ultra-impérialiste, qui substituerait à la lutte entre les capitaux financiers nationaux l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier uni à l'échelle internationale ? Cette nouvelle phase du capitalisme est en tout cas concevable. Est-elle réalisable ? Il n'existe pas encore de prémisses indispensables pour nous permettre de trancher la question.* » D'une certaine façon, Toni Negri et Michael Hardt ont actualisé cette thèse dans leur livre Empire. Cette conception s'était avérée une vue de l'esprit, justifiant l'alignement de Kautsky sur les visions pacifistes de Wilson.

Lénine lui opposait la compréhension de l'époque de l'impérialisme comme une époque « *de guerres et de révolutions* ».

Cette époque s'est achevée par la victoire des classes capitalistes malgré la puissance de la révolution qui a démontré sa capacité à ouvrir une nouvelle page de progrès pour l'humanité. Le triomphe du capitalisme mondialisé a ouvert une nouvelle époque à travers laquelle sont à

l'œuvre, avec une ampleur encore plus grande, les mêmes contradictions qui ont abouti aux drames du siècle dernier mais surtout à de puissants mouvements révolutionnaires, à Octobre 1917. Comprendre ces contradictions, les logiques à l'œuvre dans le monde d'aujourd'hui, est indispensable au mouvement ouvrier pour qu'il soit en mesure de se dégager de la domination idéologique des classes capitalistes pour anticiper les profonds bouleversements à venir.

Les politiques impérialistes, au sens politique de domination d'un Etat sur un autre, de politique expansionniste, sont toujours à l'œuvre à différents niveaux, politique de grandes puissances, politique de puissances régionales... Mais le stade de l'impérialisme comme stade de développement du capitalisme a cédé la place, à travers la mondialisation libérale, au capitalisme financier mondialisé. Cela modifie les conditions des luttes du prolétariat et renforce l'actualité de la lutte pour le socialisme.

Le « super-impérialisme » US, ou l'hégémonie américaine dans le piège de la mondialisation ?

Il peut sembler logique de voir les offensives de Trump comme une nouvelle étape d'une supposée marche de l'impérialisme américain vers une domination définitive du monde, un « super-impérialisme », s'inscrivant dans la continuité de l'hégémonie qu'ont exercée les USA depuis la fin 1945. Cette « gouvernance » passait par le « multilatéralisme » qu'invoque Macron aujourd'hui, au sein duquel les anciens impérialismes déchus (GB, France, Allemagne, Japon) ont pu continuer leurs affaires sous la houlette des USA. Elle s'appuyait sur la « pax-americana », l'écrasante domination militaire qui n'a reculé devant rien pour imposer son contrôle politique sur le monde dit « libre » au nom de la défense de la « démocratie », en réalité de son « droit » et celui de ses « alliés » à piller les richesses du monde.

Mais les moteurs de l'histoire qui avaient conduit les USA à imposer leur hégémonie en 1945 ont bien évidemment poursuivi leur œuvre par la suite, bouleversant l'organisation du monde, faisant émerger de nouvelles puissances économiques, un nouveau monde multipolaire sur lequel règne une concurrence féroce et qui remet en cause le leadership des USA.

Pour le défendre, Trump ne peut plus se payer le luxe d'invoquer une mission démocratique, la page Obama est tournée. Il pose clairement les éléments du débat sur le terrain économique, de la concurrence internationale, du militarisme et de la guerre.

Sa politique agit comme un coup de pied dans la fourmière des relations internationales. Macron, sujet à une agitation fébrile, enchaîne les rencontres, Poutine, Chine, Iran... défendant le « *retour à cet ordre multilatéral [...] créé à la fin de la seconde guerre mondiale* ». Mais tous savent ce retour impossible, et le véritable objet de ces rencontres ce sont les perspectives de nouvelles alliances

économiques et politiques, l'organisation de la riposte du nouveau monde multipolaire aux offensives de Trump.

Cette riposte ne peut que se placer sur le terrain défini par Trump, celui de l'économie, de la concurrence internationale, et au bout du compte du militarisme et de la guerre qui lui sont organiquement liés. Les conditions d'une escalade dans les affrontements entre puissances sont en train de se réunir, escalade que seule l'intervention des travailleurs, des peuples peut stopper.

Cela souligne l'urgence de la discussion sur la réalité de l'évolution du capitalisme aujourd'hui, les perspectives révolutionnaires qu'il ouvre, les tâches des révolutionnaires.

Le marxisme, comme méthode historique

En écrivant *L'Impérialisme*, en 1916, alors que le monde était plongé dans une guerre terrible et que la 2ème internationale s'était effondrée comme un château de cartes, Lénine visait à armer politiquement le parti bolchevik ainsi que le noyau de militants internationalistes qui poursuivaient le combat révolutionnaire, à établir une stratégie politique, révolutionnaire, internationaliste, adaptée aux réalités du moment.

Mettant en œuvre les méthodes du matérialisme historique, qui voit les moteurs de l'histoire, comme l'écrivait Engels, « *dans le développement économique de la société, dans la transformation des modes de production et d'échange, dans la division de la société en classes distinctes qui en résulte et dans les luttes de ces classes entre-elles* », il établissait « *le tableau d'ensemble de l'économie capitaliste mondiale, dans ses rapports internationaux, au début du XXe siècle, à la veille de la première guerre impérialiste mondiale* », les caractéristiques de la période qui s'ouvrait, ainsi que les processus qui avaient conduit en quelques décennies le capitalisme libéral à se transformer en impérialisme, qu'il définissait comme le « *stade monopoliste du capitalisme* ».

Lénine avait analysé les causes de la trahison de la direction social-démocrate dans *La faillite de la 2ème internationale*. Dans *L'Impérialisme*, il menait le combat contre Kautsky qui voyait dans cette évolution du capitalisme vers les monopoles la soumission des Etats à la volonté de certains courants de la bourgeoisie et, dans une même logique, une marche en avant vers la constitution d'un « *super-impérialisme* ».

Lénine démontait ces conceptions. La libre-concurrence, en éliminant les plus faibles, tend à la concentration, conduit à la constitution de monopoles, mais cela ne remet pas en cause les mécanismes du capitalisme : permanence de relations de concurrence qui s'exacerbent, nécessité de trouver de nouveaux marchés, de nouvelles sources de matières premières, de nouveaux terrains d'investissement... La prétendue marche au « *super-impérialisme* » ne pouvait que se transformer en affrontement violent entre les monopoles soutenus par leurs Etats, conduire à la guerre.

« *L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* » écrivait Lénine. Les évolutions du capitalisme avaient également ouvert une période de révolutions, que les révolutionnaires devaient se préparer à diriger.

Pour cela, ils avaient impérieusement besoin de construire une nouvelle organisation internationale et ses partis, ainsi que d'une stratégie adaptée à cette actualité révolutionnaire, dont les symptômes allaient des grèves dans les usines d'armement aux mutineries des tranchées en passant par les révoltes qui montaient parmi les peuples colonisés.

Lénine s'opposait aussi bien aux discours de la social-démocratie chauvine pour qui « *il faut gagner la guerre pour retrouver la paix* » qu'au pacifisme de Kautsky qui exhortait les Etats à se montrer raisonnables, à cesser le combat, à revenir aux frontières de 1914, ce qui revenait à désarmer la révolution en gestation. Il s'agissait au contraire d'expliquer aux soldats, aux ouvriers, à la population qui aspiraient à la paix que la solution ne pouvait passer que par un affrontement avec leur propre Etat, transformer la guerre en révolution. Cette stratégie du « *défaitisme révolutionnaire* » s'accompagnait de l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, non comme énoncé d'un principe éternel, mais mot d'ordre s'insérant dans la crise révolutionnaire en cours, en particulier dans l'empire tsariste et au cœur de l'Europe.

Aujourd'hui, un siècle après l'écriture de *L'Impérialisme*, il n'y a pas plus de super-impérialisme possible qu'alors. La concurrence acharnée ne peut rester sur le simple terrain économique, elle débouche nécessairement sur des affrontements politiques et militaires.

« L'Age des extrêmes »

Avec *L'Impérialisme*, Lénine démontrait la nécessité de construire des repères pour le mouvement ouvrier, de périodiser l'évolution du capitalisme qui n'a rien d'un processus linéaire, encore moins statique. Au fil de cette évolution, sous l'effet des progrès techniques et scientifiques, des changements dans les rapports sociaux et géopolitiques, de la lutte des classes, émergent des caractéristiques nouvelles, la quantité se transforme en qualité... Une nouvelle époque naît de la précédente, exigeant une « *mise à jour* » de la stratégie révolutionnaire.

Lénine s'inscrit dans la continuité d'une « *périodisation* » initiée par Marx et Engels dans leur analyse de l'évolution du capitalisme, qui distinguait la période de 1789 à 1848, « *Ere des révolutions* » bourgeoises, de celle de 1848 à 1875, « *Ere du capital* », pour reprendre les titres d'ouvrages de l'historien Eric J. Hobsbawm. L'analyse de Lénine

porte sur la période 1875-1914, « *Ere des empires* ». Elle ouvre la suivante, « *L'Âge des extrêmes* », « *époque des guerres et des révolutions* », qui débouchera à son tour sur la mondialisation libérale.

Lénine avait raison. Une immense vague révolutionnaire naissait de la guerre, en 1917. En octobre les ouvriers, les paysans et les soldats de Russie établissaient, sous la direction des bolcheviks, le premier Etat ouvrier de l'histoire. La révolution allemande, qui éclatait en octobre 1918, mettait fin à la guerre, mais était défaite par la répression sanglante organisée par les dirigeants sociaux-démocrates de la nouvelle république...

A la fin de la guerre, rien n'était réglé. Les traités de paix imposés par les vainqueurs ne faisaient que préparer de nouveaux affrontements. Les révolutions défaites, comme en Allemagne, laissaient l'Etat ouvrier soviétique isolé. Mais l'impérialisme coalisé s'avérait incapable de le détruire et son existence réussit à s'imposer à l'issue d'une guerre civile dévastatrice.

Sur le plan des relations internationales, un nouveau schéma s'instaurait. La France et l'Angleterre avaient étendu leurs empires coloniaux au détriment de l'Allemagne ruinée et de l'empire Ottoman dépecé. Tirant profit de la guerre, les USA remplaçaient l'Angleterre au rang de première puissance mondiale. Face au monde impérialiste et à ses divisions, et bien qu'elle n'ait pu résister à la contre-révolution stalinienne, l'URSS subsistait, forte de l'appui que lui apportaient les travailleurs et les peuples qui aspiraient à l'émancipation.

Malgré ses défaites successives, la révolution était toujours vivante. Et il faudra le fascisme en Italie puis en Allemagne, et l'alliance des staliniens, des sociaux-démocrates et de démocrates bourgeois dans les Fronts populaires en France et en Espagne pour en venir à bout.

Malgré ces évolutions, les thèses sur l'impérialisme ont gardé leur pertinence au cours de cette période. C'est dans ce cadre théorique que s'est inscrit le combat révolutionnaire et internationaliste de Trotsky au cours de l'entre-deux guerres, dans un contexte marqué par la montée du fascisme, jusqu'à sa mort le 21 août 1940, assassiné par un sbire de Staline, alors que le monde s'enfonçait dans la seconde guerre mondiale.

Au lendemain de cette folie guerrière, les USA imposèrent leur leadership, instaurant leur gouvernance du monde autour de quelques institutions, FMI, Banque Mondiale, ONU. Les vieux impérialismes européens, Allemagne et France bientôt rejoints par l'Angleterre, définitivement réduits à la portion congrue par l'impérialisme américain, entamaient le processus de la construction européenne. Craignant de voir renaître une vague révolutionnaire comme celle qui était née de la Première guerre mondiale, les USA et l'URSS de Staline s'étaient auparavant répartis la tâche de maintenir la paix sociale. Mais la révolution n'avait pas dit son dernier mot. Les peuples coloniaux redressèrent la tête, bénéficiant de l'existence de l'URSS. La bureaucratie stalinienne, tout en défendant ses propres

intérêts, représentait un encouragement et une aide aux luttes de libération nationale.

Ce processus de libération coloniale s'est achevé en 1975 avec la fin de la guerre du Vietnam et sa réunification. Il avait changé la face du monde, mettant bas les barrières érigées par les impérialismes rivaux autour de leur pré-carré colonial. Une multitude de nouveaux Etats indépendants naissait des décombres des empires coloniaux défaits. Mais cette « indépendance » fraîchement acquise ne signifiait pas la fin de la domination impérialiste qui allait prendre d'autres formes, le « pillage du Tiers Monde » organisé sous la haute autorité des USA, première puissance mondiale sur laquelle reposait l'ordre du monde.

Cette hégémonie, la prétention des USA à s'ériger comme un rempart de la « démocratie » contre le « communisme » dans le climat de la guerre froide, conduisait toute une partie du mouvement révolutionnaire se réclamant du marxisme à s'aligner sur l'« anti-impérialisme », drapeau sous lequel se regroupaient certaines jeunes nations face aux nouvelles formes de domination impérialiste. Mais autant il était légitime d'apporter un soutien sans réserve à la volonté d'émancipation de ces pays, autant il était hasardeux d'y voir des révolutions « socialistes », comme l'ont fait certains courants révolutionnaires en se satisfaisant des déclarations d'intention de leurs dirigeants politiques. L'alignement sur les conceptions anti-impérialistes s'accompagnait de son corollaire, le campisme, pour qui « les ennemis de nos ennemis sont nos amis », ce qui ouvrait la voie à bien des errances suivistes et opportunistes.

Tandis que le monde se reconfigurait à travers les guerres coloniales, à la fin des années 60, la baisse des taux de profits déboucha sur une crise économique mondiale qui, en une dizaine d'années, ouvrit une nouvelle période de l'histoire du capitalisme.

La mondialisation libérale

Dès la fin des années 70, sous la houlette des États-Unis et de la Grande Bretagne, les bourgeoisies passaient à l'offensive pour restaurer ces taux de profits. Il s'agissait d'une part de profiter du poids de chômage créé par la crise dans les pays industrialisés pour entamer une offensive contre les travailleurs, restaurer les taux de profit en rognant sur les salaires. D'autre part, en abattant les barrières érigées par chaque Etat impérialiste autour de son pré-carré, la vague de libération coloniale avait ouvert le monde au libre marché, au libre échange. Pouvait alors commencer une nouvelle phase d'expansion mondiale du capitalisme qui allait s'imposer, en quelques dizaines d'années, comme le mode de production dominant la totalité de la planète.

La fin de l'URSS au début des années 1990, l'effondrement de la bureaucratie sous le poids de ses propres contradictions, ouvrait un nouvel espace à cette mondialisation, accélérant le processus. C'était l'occasion, pour les vieilles puissances impérialistes regroupées au sein de la Communauté européenne, d'élargir celle-ci à une partie des

pays d'Europe centrale et orientale libérés de la tutelle de l'URSS, pays à « bas coût de main d'œuvre » dans lesquels investir permettait, et permet toujours aux financiers anglais, français, allemands, etc., de dégager de substantiels surprofits.

Les idéologues de la bourgeoisie exultaient, proclamaient la victoire du libre marché sur l'économie planifiée, du capitalisme sur le communisme. C'était « *la fin de l'histoire* ». Une « *fin de l'histoire* » qui n'était cependant pas la fin de la guerre. Avec la chute de l'URSS, bien des équilibres étaient rompus, la guerre ravageait les Balkans, s'enlisait en Irak, en Afghanistan...

Quant au mythe économique, l'illusion que le capitalisme financier était désormais entré dans une période de développement sans limite, il ne résistait pas longtemps à la réalité de ce nouvel ordre mondial. En 2007-2008, l'euphorie libérale se cassait le nez sur une nouvelle crise, globale, touchant l'ensemble des secteurs économiques, sur toute la planète.

Nouvelle époque, actualité de la révolution...

Dix ans après le déclenchement de cette crise, les contradictions qui en étaient la cause ne se sont en aucun cas résorbées, mais au contraire accentuées, débouchant sur la situation de montée des affrontements internationaux évoqués dans la première partie de cet article.

Comme pendant la période de constitution de l'impérialisme, la concentration du capital s'est poursuivie au cours de la phase de mondialisation libérale. Le processus a abouti à une concentration extrême du capital financier entre une poignée d'oligarques, de holdings financières qui étendent leurs tentacules à travers leurs filiales dans le monde entier, au mépris des frontières nationales.

Les guerres contre les peuples menées par les grandes puissances pour le contrôle des sources de matières premières se poursuivent. Mais d'autres affrontements se préparent, entre grandes puissances, mais aussi avec des puissances locales qui profitent des situations de chaos résultant de dizaines d'années d'agressions impérialistes pour avancer leurs propres pions, instaurer leur propre domination. C'est particulièrement le cas au Moyen-Orient. Les visées expansionnistes de l'Iran ne sont pas une invention de la diplomatie US, mais bien réelles, comme celles de l'Arabie Saoudite, de la Turquie, etc. C'est l'expression des bouleversements qui se sont produits dans les relations entre les pays au cours de la phase de mondialisation, la constitution d'un monde multipolaire.

La croissance économique mondiale est en panne. Certains voudraient y voir l'expression d'une prétendue « stagnation séculaire », dont le nom laisse entendre qu'après la stagnation viendra la reprise... Un espoir illusoire. Tout indique au contraire que le capitalisme est entré dans une phase de récession chronique dont il est incapable de sortir et qu'il tente de compenser dans une fuite en avant dans une économie de la dette et de la spéculation qui conduit inexorablement à un effondrement financier

encore pire que celui de 2007, tandis qu'il pressure toujours plus les travailleurs et les peuples, générant crises politiques et révoltes sociales. Produit de l'expansion sans contrôle d'un capitalisme ne répondant qu'à sa seule soif de profit, la crise climatique et écologique est par ailleurs devenue un des facteurs centraux de la crise globale du capitalisme.

Marche à la guerre, croissance en panne, exacerbation des contradictions de classe et crises politiques, fuite en avant vers l'effondrement financier et la catastrophe écologique sont autant de signes de la faillite du capitalisme, de son incapacité à se perpétuer en tant que classe dominante.

Le réformisme, en tant que courant du mouvement ouvrier, a pratiquement disparu. En même temps qu'ils perdaient leur base ouvrière - l'« aristocratie ouvrière » dont parlait Lénine, victime de l'offensive libérale -, les partis socialistes sont devenus des partis sociaux-libéraux, ouvertement au service de la bourgeoisie, alternant au pouvoir avec les partis de droite. Cela a valu au PS, en France, d'être laminé au cours des dernières séquences électorales, totalement discrédité par ses mensonges. Les PC, quant à eux, ont payé chèrement leur participation à cette offensive libérale dans des gouvernements d'union de la gauche, comme en France. Les illusions réformistes, l'illusion qu'il est possible d'améliorer ses conditions de vie en portant au pouvoir, par les élections, des individus ou des partis considérés comme porteurs d'une « vraie volonté de changement », n'en perdurent pas moins dans certaines couches de la population. Elles constituent le terrain de chasse de partis qui se disent « anti système ». C'est le cas des partis qui se définissent comme « souverainistes de gauche », Podemos en Espagne, la FI en France. Mais ils n'offrent en réalité aucune perspective aux travailleurs, sinon celle de les voir se charger à leur tour de la sale besogne s'ils arrivent au pouvoir, comme Syriza en a fait la démonstration en Grèce.

A l'opposé, la mondialisation libérale, en même temps qu'elle accumulait les contradictions qui minent le capitalisme sénile, à réuni les conditions objectives de son remplacement, remis sur le devant de la scène l'actualité de la révolution. Ces bases matérielles résident dans les évolutions profondes qu'ont connues les rapports sociaux, l'organisation internationale du travail, le développement de la socialisation des moyens de production, de la division internationale du travail à un degré jamais atteint. Avec la mondialisation libérale se sont constitués et révélés de nouveau « *les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* » comme le disait Lénine.

Quant aux forces sociales qui devront se charger de faire passer l'humanité d'un monde dominé par le désordre du capitalisme financier mondialisé à ce « *régime économique et social supérieur* », au socialisme et au communisme, elles sont bien vivantes, comme le montrent les luttes qui éclatent partout dans le monde autour des questions démocratiques, sociales, écologiques...

Mais elles ont pour cela besoin d'acquérir la conscience politique de leur rôle historique, une conscience de classe, comprendre les contradictions, les logiques à l'œuvre dans le monde d'aujourd'hui, condition première pour se dégager de la domination idéologique des classes capitalistes et s'organiser en parti.

Affronter la nouvelle époque nous demande de mettre « l'imagination au pouvoir », selon un vieux mot d'ordre soixante-huitard plutôt que de répéter de vieilles formules ou mots d'ordres élaborés dans de tout autres circonstances, parfois érigés en dogmes sur la question nationale, le front unique, la lutte contre le fascisme, etc.

Si la formule de Trotsky disant à la veille de la deuxième guerre mondiale que « *la crise de l'humanité se ramène à la crise de la direction du mouvement ouvrier* » garde une certaine actualité, elle n'a plus le même contenu ni

la même signification. La direction révolutionnaire avait alors été décimée par le stalinisme, aujourd'hui le mouvement ouvrier est confronté à une nouvelle phase du développement du capitalisme, inédite. Le mouvement révolutionnaire gagnera en crédibilité s'il parvient à imaginer, penser une stratégie révolutionnaire à partir de l'expérience quotidienne que les travailleurs font du capitalisme financier mondialisé, de la contradiction flagrante entre les immenses progrès réalisés et permis par le travail humain et les dramatiques gaspillages, sacrifices, souffrances engendrés par l'avidité d'une oligarchie financière emportée dans une folie destructrice.

Il n'est plus possible de défendre les intérêts immédiats, quotidiens des classes exploitées sans se battre pour le socialisme.

Daniel Minvielle